



Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 23 mai 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Étude : La betterave à sucre au Canada, 2006

3

Selon une nouvelle étude, les betteraves à sucre, dont la culture s'est bien établie au Canada pendant la première moitié du XX^e siècle, continuent à être une bonne culture pour les agriculteurs en Ontario et en Alberta.

Étude : Impartition et délocalisation au Canada, 1961 à 2003

5

Les industries canadiennes ont augmenté constamment leurs niveaux d'«impartition» et de «délocalisation» de 1961 à 2003, selon un nouveau document de recherche sur les tendances des structures commerciales internationales.

Étude : Que sont devenues les mères adolescentes?, 1993 à 2005

7

Enquête annuelle sur le développement de logiciels et les services informatiques, 2006

8

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : principaux aéroports, avril 2008

8

Livraisons des produits de chauffage à combustible solide, premier trimestre de 2008

9

(suite à la page 2)

L'emploi et le revenu en perspective

Numéro en ligne de mai 2008

Le numéro en ligne de mai 2008 de *L'emploi et le revenu en perspective*, qui paraît aujourd'hui, comporte deux articles.

L'article «Que sont devenues les mères adolescentes?» porte sur les femmes âgées de 30 à 39 ans et vise à déterminer si la maternité à l'adolescence est liée à des caractéristiques socioéconomiques à long terme, notamment le niveau de scolarité, l'activité sur le marché du travail et la situation de faible revenu.

L'article «Les enfants à faible revenu» traite de l'absence de changement entre 1989 et 2004 dans la proportion d'enfants de moins de 18 ans vivant dans une famille à faible revenu, malgré une économie forte depuis la récession survenue de 1990 à 1992.

Le numéro en ligne de mai 2008 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 9, n^o 5 (75-001-XWF, gratuit), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec Ted Wannell au 613-951-3546 (ted.wannell@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Nouveaux produits	10
--------------------------	----

Calendrier des communiqués : 26 au 30 mai 2008	12
---	----

Communiqués

Étude : La betterave à sucre au Canada

2006

Selon une nouvelle étude, les betteraves à sucre, dont la culture s'est bien établie au Canada pendant la première moitié du XX^e siècle, continuent à être une bonne culture pour les agriculteurs en Ontario et en Alberta.

Les données du Recensement de l'agriculture illustrent que 314 exploitations ont semencé 19 488 hectares en betteraves à sucre en 2006, selon l'étude publiée «Du sucre dans la betterave?» aujourd'hui dans la version en ligne de la publication *Un coup d'oeil sur l'agriculture canadienne*.

Cette superficie correspond seulement à la moitié de la superficie record de 38 716 hectares semencée en 1951. Cependant, elle est 35 % supérieure à ce qu'elle était en 2001, année où les agriculteurs qui prévoyaient des pénuries d'eau et une réduction des prix ont remplacé les betteraves à sucre par d'autres cultures.

Au début des années 1900, des entrepreneurs ont entrevu le potentiel d'une industrie sucrière nationale et ont construit un certain nombre d'usines de transformation de betteraves à sucre. Entre 1911 et 1951, les producteurs ont fait état d'un nombre croissant d'hectares semencés en betteraves à sucre au cours des recensements successifs.

En 2006, les agriculteurs canadiens ont produit plus de 1,2 million de tonnes de betteraves à sucre, en hausse de près de 80 % par rapport à 2001. La plus grande part de la production provenait de l'Alberta, où 963 000 tonnes de betteraves à sucre ont permis de produire 124 000 tonnes de sucre de betterave.

En Ontario, on a récolté 266 000 tonnes de betteraves qui ont été exportées au Michigan aux fins de transformation.

Les betteraves à sucre ont pratiquement disparu en Ontario après la fermeture de la dernière usine de transformation de betteraves en 1968. Toutefois, la récolte fait un retour dans le sud-ouest de l'Ontario.

La Russie est le plus grand producteur mondial de betteraves à sucre et la plupart des pays de l'Europe utilisent toujours les betteraves comme principale source de sucre. En 2006, parmi les 10 principaux producteurs de betteraves à sucre au monde, on comptait 8 pays de l'Europe. La production canadienne de betteraves à sucre se classait classée au 31^e rang mondial.

À l'échelle mondiale, la production de sucre à partir de la canne à sucre éclipse la production des betteraves

à sucre. Le sucre de canne représente environ les trois quarts de tout le sucre brut produit dans le monde. Les trois principaux producteurs sont le Brésil, l'Inde et la Chine.

Superficie semencée en betteraves à sucre, selon la province, 2006 et 2001

	2006	2001
	hectares	
Terre-Neuve-et-Labrador	0	2
Île-du-Prince-Édouard	0	0
Nouvelle-Écosse	0	0
Nouveau-Brunswick	0	0
Québec	0	0
Ontario	3 785	2 431
Manitoba	0	0
Saskatchewan	0	0
Alberta	15 703	12 030
Colombie-Britannique	0	0
Canada	19 488	14 462

0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro

L'Alberta est le centre de la culture de la betterave à sucre au Canada

Selon les données du Recensement de l'agriculture, la plus grande part de la superficie de culture de betteraves à sucre au pays se trouve en Alberta depuis 1951.

En 2006, les agriculteurs albertains ont cultivé 15 700 hectares, en hausse comparativement aux 12 000 hectares semencés cinq ans plus tôt. Cela représente 81 % de la superficie semencée en betteraves à sucre du pays, entièrement concentrée dans la région de Taber.

Le sucre raffiné à Taber est vendu principalement en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba. De petites quantités sont vendues à l'occasion en Colombie-Britannique, en Ontario et aux États-Unis.

Entre 1956 et 1996, la production de betteraves à sucre au Manitoba n'était dépassée que par celle de l'Alberta. En 1996, les agriculteurs manitobains avaient semencé 9 200 hectares en betteraves à sucre. Cependant, l'accès aux États-Unis, devenus le principal marché du sucre de betterave raffiné du Manitoba, a été restreint en 1997. Par conséquent, l'unique usine de transformation du Manitoba a cessé sa production.

La betterave à sucre revient en Ontario

Selon le Recensement de l'agriculture, l'Ontario possédait plus des deux tiers de la superficie consacrée à la culture de la betterave à sucre au Canada de 1911 à 1931.

Dans le sud-ouest de l'Ontario, les agriculteurs ont recommencé la culture de façon modeste en 1996, ayant ensemencé 85 hectares. En 2001, cette superficie s'était élargie pour atteindre un peu plus de 2 400 hectares et, en 2006, les agriculteurs ontariens ont ensemencé 3 785 hectares, principalement pour l'exportation vers le Michigan aux fins de transformation.

Les États-Unis, grands producteurs de canne à sucre et de betterave à sucre, ont recours à des droits tarifaires sur les importations de sucre transformé pour conserver les prix intérieurs du sucre à un niveau élevé.

Cependant, parce qu'il n'y a pas de restriction sur les importations de betteraves à sucre non transformées, les agriculteurs de l'Ontario exploitent ce marché d'exportation.

L'avenir de la betterave à sucre

Dans la plupart des régions du Canada, il est maintenant plus économique d'acheter du «sucre brut» importé semi-transformé que de produire son propre sucre. Puisque le Canada impose des droits tarifaires minimaux sur le sucre et que le prix mondial du sucre est si bas, plus de 90 % du sucre raffiné du pays provient maintenant de la canne à sucre.

Malgré le fait que la superficie ensemencée en betteraves à sucre se resserre, il y a des signes qui indiquent que la production de la betterave à sucre au Canada a toujours un avenir.

En 1998, l'usine de transformation de Taber a investi dans des mises à niveau qui ont augmenté sa capacité

de 50 %. En Alberta et en Ontario, des scientifiques continuent d'améliorer les techniques de production de la betterave à sucre.

Les prix élevés de l'énergie ont aussi fait augmenter la demande en éthanol, qu'on peut produire à partir de la canne à sucre. Le Brésil, plus grand exportateur de sucre au monde, a produit 17 milliards de litres d'éthanol en 2006, une diversification qui a contribué à l'augmentation des prix du sucre.

On peut aussi produire de l'éthanol à partir de betteraves à sucre. Dans plusieurs provinces, notamment le Québec et l'Île-du-Prince-Édouard, des groupes examinent actuellement les données économiques relatives à la conversion de ses cultures en carburant.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3438.

L'article analytique «Du sucre dans la betterave?», qui fait partie de l'édition de 2006 de la publication *Un coup d'oeil sur l'agriculture canadienne* (96-325-XWF, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Erik Dorff au 613-951-2818, Division de l'agriculture. ■

Étude : Impartition et délocalisation au Canada

1961 à 2003

Les industries canadiennes ont augmenté constamment leurs niveaux d'«impartition» et de «délocalisation» de 1961 à 2003, selon un nouveau document de recherche sur les tendances des structures commerciales internationales.

L'impartition consiste à déplacer la production à l'extérieur d'une entreprise. Il y a délocalisation lorsque des entreprises canadiennes achètent des biens ou services produits à l'étranger à titre d'entrées à la production.

L'étude révèle qu'il s'est produit entre 1961 et 2003 un déplacement marqué vers la délocalisation tant des biens que des services, mouvement qui s'est accentué dans presque toutes les industries. Le taux de croissance de la délocalisation le plus élevé a été observé dans les industries de service.

L'étude donne à penser qu'il existe un lien positif entre la délocalisation des biens et la croissance de la productivité multifactorielle. Il y a un lien entre la délocalisation des services et le passage à des activités à plus grande valeur ajoutée dans les industries canadiennes.

L'étude constate que ni la délocalisation des biens ni la délocalisation des services n'est associée à un changement dans l'emploi dans les industries canadiennes. S'il n'y avait aucun lien entre la délocalisation des matériels et la croissance de la rémunération, il y avait un lien négatif entre la délocalisation des services et la croissance de la rémunération dans le secteur des services.

La croissance de la délocalisation des services comme des matières témoigne de la tendance continue vers la mondialisation de l'économie et vers l'intégration des économies mondiales. Si la délocalisation au Canada se fait surtout avec les États-Unis, elle s'est tout de même accrue avec les pays en développement au cours de la dernière décennie. L'intérêt pour l'impartition et la délocalisation s'est intensifié ces derniers temps avec l'essor économique de la Chine et de l'Inde.

La part des entrées de matériels importées a presque doublé au cours de la période de 40 ans

La croissance de la délocalisation des services et des matières reflète deux aspects distincts de la mondialisation. Il y a d'abord les changements qui se sont produits au fur et à mesure de l'accroissement du commerce avec les pays en développement, puis, les gains associés à la réalisation d'économies d'échelle dans les gammes de produits différenciés.

Note aux lecteurs

Ce communiqué est fondé sur le document de recherche «Impartition et délocalisation au Canada», offert aujourd'hui.

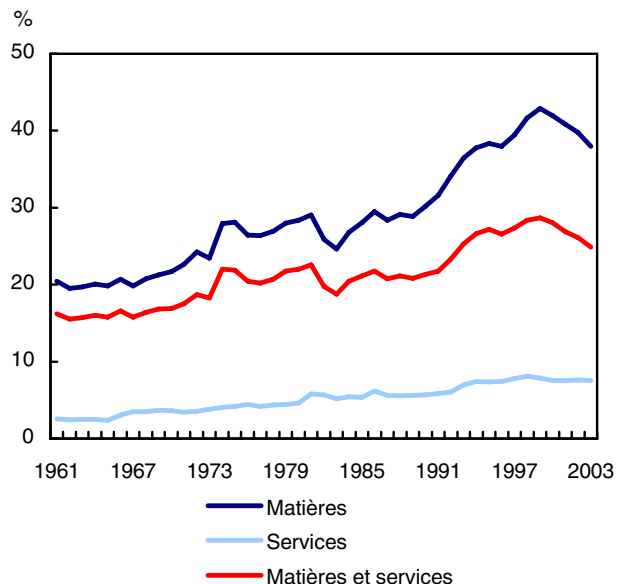
L'analyse se fonde principalement sur les données tirées des tableaux annuels d'entrées-sorties et de la base de données sur la productivité industrielle de Statistique Canada. Les tableaux d'entrées-sorties montrent la production de biens et services par industrie et l'utilisation de biens et services par industrie. La base de données sur la productivité industrielle renferme des séries chronologiques sur la productivité, les entrées et les sorties qui englobent le capital, le travail, l'énergie, les matières et les services achetés, selon l'industrie.

L'impartition consiste à déménager la production à l'extérieur d'une entreprise. La délocalisation consiste à se procurer à l'extérieur du pays une partie des entrées achetées. Dans le présent communiqué, le terme «impartition» correspond à la part des entrées intermédiaires achetées dans la production brute. Le terme «délocalisation» correspond à la part des entrées intermédiaires qui sont achetées à l'étranger.

Les industries canadiennes ont acheté une proportion croissante d'entrées de matières et de services à l'étranger, et cette tendance s'est répandue dans toutes les industries.

Entre 1961 et 2003, la part des importations des entrées de matériels a presque doublé, étant passée de 20,5 % à 38,0 %. La part des importations des entrées de services a presque triplé, étant passée de 2,6 % à 7,6 %.

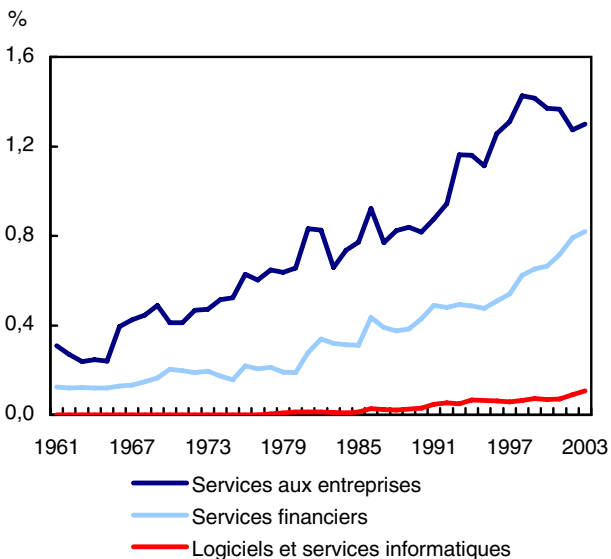
Pourcentage des entrées du secteur des entreprises qui sont importées, 1961 à 2003



Les services aux entreprises (par exemple, les services de haute technologie, de recherche et

développement, d'experts-conseils et de conception) sont la plus grande catégorie d'entrées de services que les industries canadiennes ont délocalisées, suivis des services financiers.

Services de délocalisation en pourcentage des entrées de matériels et de services du secteur des entreprises, selon le type de services



La délocalisation des biens et services a des effets différents

L'étude constate que les effets économiques de la délocalisation des services ont différé de ceux de la délocalisation des matériels.

Il existe un lien positif entre la délocalisation des matériels et la croissance de la productivité multifactorielle au cours de la période de 40 ans, mais

ce lien n'existe pas dans le cas de la délocalisation des services.

L'étude semble indiquer qu'entre 1961 et 2003 l'augmentation de la délocalisation de matériels a contribué pour 0,2 point de pourcentage par année à la croissance de la productivité multifactorielle. Cette augmentation représentait environ 8 % de la croissance de la productivité multifactorielle observée durant cette période.

Les industries qui ont accru leurs activités de délocalisation des services ont aussi augmenté leurs investissements dans les technologies de l'information et des communications (TIC) de même que la part de la valeur ajoutée dans leurs livraisons. L'utilisation intensive des entrées de TIC a servi à réduire les obstacles de distance associés au commerce des services.

L'étude révèle également qu'il n'y avait aucun lien entre l'une ou l'autre forme de délocalisation (de biens ou de services) et l'emploi dans les industries canadiennes. Toutefois, les deux avaient des effets différents sur la croissance de la rémunération.

La délocalisation des services a eu un petit effet négatif sur la rémunération des travailleurs du secteur producteur de services, mais peu d'effet sur la rémunération des travailleurs du secteur producteur de biens.

L'étude «Impartition et délocalisation au Canada», qui fait partie de la *Série de documents de recherche sur l'analyse économique* (11F0027MIF2008055, gratuit), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Sous *Publications Internet gratuites*, choisissez *Comptes économiques*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John Baldwin au 613-951-8588, Division de l'analyse micro-économique. ■

Étude : Que sont devenues les mères adolescentes?

1993 à 2005

La maternité à l'adolescence est généralement associée à des conséquences socioéconomiques négatives à long terme pour les femmes, mais cela ne les condamne pas nécessairement à vivre en situation de faible revenu, selon une nouvelle étude.

L'étude «Que sont devenues les mères adolescentes?», publiée aujourd'hui dans *L'emploi et le revenu en perspective*, est fondée sur l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu et porte sur les caractéristiques personnelles et socioéconomiques à long terme des femmes âgées de 30 à 39 ans qui sont devenues mères à l'adolescence.

L'étude permet plus particulièrement de comparer les femmes qui étaient mères à l'adolescence avec celles qui le sont devenues à l'âge adulte, selon le niveau de scolarité, l'activité à long terme sur le marché du travail et la situation de faible revenu.

Dans l'ensemble, les mères adolescentes au Canada avaient une probabilité plus faible que leurs homologues adultes de terminer leurs études secondaires et postsecondaires, même après la prise en compte des antécédents familiaux et d'autres caractéristiques.

Par ailleurs, l'étude montre aussi que la scolarité peut permettre de contrer l'incidence négative de la maternité à l'adolescence sur l'activité sur le marché du travail et la situation de faible revenu.

Dans l'ensemble, la probabilité d'occuper un emploi à temps plein toute l'année était semblable chez les femmes ayant un niveau de scolarité comparable, peu importe le moment où elles ont eu leur premier enfant.

Les mères adolescentes et les mères adultes sans diplôme d'études secondaires étaient moins susceptibles d'occuper un emploi à temps plein toute l'année.

En revanche, les mères adolescentes ayant terminé leurs études postsecondaires étaient en fait plus susceptibles que leurs homologues adultes de travailler à temps plein toute l'année.

L'étude révèle des résultats semblables en ce qui concerne la probabilité de vivre en situation de faible revenu. Un cinquième (21 %) des familles comptant des femmes qui étaient mères à l'adolescence avaient un revenu ajusté inférieur à la mesure de faible revenu (MFR) de Statistique Canada, contre à peine 12 % des familles de mères adultes.

Cependant, l'éducation faisait une grande différence. Les mères adolescentes et les mères adultes sans diplôme d'études secondaires étaient plus susceptibles de vivre sous la MFR que les mères adultes ayant un diplôme d'études secondaires.

De même, les femmes qui étaient des mères adolescentes et des mères adultes ayant terminé leurs études postsecondaires étaient moins susceptibles de se retrouver sous la MFR.

L'étude donne à penser que d'autres caractéristiques non observées, comme le soutien familial, le réseau social et une variété d'autres ressources, de traits psychologiques et d'autres facteurs, peuvent également influencer sur les résultats socioéconomiques.

Les antécédents familiaux exercent une influence, même à long terme. Les femmes dont les mères avaient terminé leurs études secondaires ou postsecondaires étaient plus susceptibles (de cinq points de pourcentage) de travailler à temps plein toute l'année que les femmes dont les mères n'avaient pas de diplôme d'études secondaires.

En 2004, le Canada a enregistré 31 611 grossesses chez les adolescentes, dont presque la moitié se sont traduites par des naissances vivantes. Ces naissances représentaient 4,2 % de l'ensemble des naissances.

Le taux de natalité chez les adolescentes au Canada, qui s'établissait à 13,6 pour 1 000 femmes adolescentes en 2004, est demeuré bien inférieur à celui observé aux États-Unis, soit 41,1. Cependant, il était encore presque sept fois plus élevé que le taux affiché par la Suède, qui demeure le pays ayant l'un des taux de natalité les plus bas chez les adolescentes dans l'ensemble des pays développés.

Environ la moitié des mères adolescentes se sont mariées à l'adolescence, contre seulement 8 % des mères adultes. Toutefois, seulement 20 % des mères adolescentes se sont mariées avant la naissance de leur premier enfant, comparativement à 72 % des mères adultes. Les mères adolescentes étaient plus susceptibles de vivre en union libre, mais elles étaient également plus susceptibles de se séparer ou de divorcer. En outre, les mères adolescentes étaient presque trois fois plus susceptibles de déclarer qu'elles se sont mariées plus d'une fois.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3889.

L'article «Que sont devenues les mères adolescentes?» est maintenant offert dans le numéro en ligne de mai 2008 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 9, n° 5 (75-001-XWF, gratuit), qui est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Diane Galarneau au 613-951-4626 (diane.galarneau@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail. ■

Enquête annuelle sur le développement de logiciels et les services informatiques

2006

Le total des revenus d'exploitation des trois industries qui forment l'industrie des services informatiques au Canada s'est élevé à 33,1 milliards de dollars en 2006, en hausse de 7,5 % comparativement à 2005. La marge bénéficiaire d'exploitation, qui s'est établie à 6,3 %, est demeurée presque inchangée par rapport à l'année précédente.

La croissance de l'industrie était en grande partie attribuable aux entreprises classées dans l'industrie de la conception de systèmes informatiques et des services connexes.

En 2006, les revenus d'exploitation de l'industrie de la conception de systèmes informatiques et des services connexes, principale industrie dans les services informatiques, ont augmenté de 11,0 % pour atteindre 23,9 milliards de dollars. La marge bénéficiaire d'exploitation de 6,2 % était légèrement inférieure à celle enregistrée l'année précédente.

L'industrie des éditeurs de logiciels a affiché des revenus d'exploitation de 6,3 milliards de dollars, en baisse de 1,4 % par rapport à 2005. Malgré ce recul, la marge bénéficiaire d'exploitation a doublé, passant à 4,6 %, car les entreprises ont été en mesure de réduire les dépenses.

Les revenus d'exploitation de l'industrie des services de traitement de données sont demeurés stables, se chiffrant à 2,8 milliards de dollars. Toutefois, cette industrie a réussi à réduire d'environ 6 % ses dépenses d'exploitation par rapport à l'année précédente, doublant ainsi la marge bénéficiaire d'exploitation, laquelle s'est établie à 12 %.

Les ventes aux entreprises au Canada représentaient la moitié du total des revenus d'exploitation enregistrés en 2006. Même si le quart des revenus provenaient de clients du secteur public et de ménages, les exportations sont demeurées une source importante de revenus pour les entreprises de services informatiques, constituant le quart restant des ventes.

Nota : L'Enquête annuelle sur le développement de logiciels et les services informatiques vise trois industries du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, soit les éditeurs de logiciels (51121), le traitement de données, l'hébergement de données et les services connexes (51821) et la conception de systèmes informatiques et les services connexes (54151).

Données stockées dans CANSIM : tableau 354-0005.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2410.

Il est maintenant possible de consulter les résultats de 2006 de l'Enquête annuelle sur le développement de logiciels et les services informatiques.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gohar Razi au 613-951-4940 (gohar.razi@statcan.ca) ou avec Kyoomars Haghandish au 613-951-6304 (kyoomars.haghandish@statcan.ca), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696. ■

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : principaux aéroports

Avril 2008

Les décollages et les atterrissages dans les aéroports canadiens dotés d'une tour de contrôle ou d'une station d'information de vol de NAV CANADA ont augmenté en avril par rapport à avril 2007. Ces 95 aéroports ont déclaré 553 855 mouvements en avril, en hausse de 9,8 % comparativement au même mois de l'année précédente.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 401-0007 à 401-0020.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2715.

Le numéro d'avril 2008 de la publication *Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : Tours et stations d'information de vol de NAVCANADA* (51-007-XWF, gratuit), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. Ce rapport est une publication diffusée conjointement par Statistique Canada et Transports Canada. Il est également connu sous le nom de Rapport TP 141 de Transports Canada.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-866-500-8400 (statistiquesdutransport@statcan.ca), Division des transports. ■

Livraisons des produits de chauffage à combustible solide

Premier trimestre de 2008

Il est maintenant possible de consulter les données du premier trimestre sur les livraisons des produits de chauffage à combustible solide.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0063.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2189.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Série de documents de recherche sur l'analyse économique : «Impartition et délocalisation au Canada», n° 55
Numéro au catalogue : 11F0027MIF2008055
(gratuit).

Acier, produits tubulaires et fil d'acier, mars 2008, vol. 4, n° 3
Numéro au catalogue : 41-019-XWF
(gratuit).

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : Tours et stations d'information de vol de NAV CANADA (TP 141), avril 2008
Numéro au catalogue : 51-007-XWF
(gratuit).

Commerce de détail, mars 2008, vol. 80, n° 3
Numéro au catalogue : 63-005-XWF
(gratuit).

L'emploi et le revenu en perspective, mai 2008, vol. 9, n° 5
Numéro au catalogue : 75-001-XWF
(gratuit).

Un coup d'oeil sur l'agriculture canadienne : «Du sucre dans la bettrave?», année de recensement 2006
Numéro au catalogue : 96-325-XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1-800-267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1-613-951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1-877-287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF 11-070-150-00000001	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 6 juin 1997 Deuxième édition à 8 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
● Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 45 déplacements en transport urbain par semaine. Ce chiffre est le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. ● Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'issue de la croissance de l'économie et de des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été contre toute attente relativement faible.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
- Indice des offres d'emploi, mai 1997 - Enquête sur les entreprises à court terme - Aide au revenu personnel, novembre 1996 - Production d'acier, avril 1997	10 10 11 11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada	
 Canada	

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Calendrier des communiqués : 26 au 30 mai 2008

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
26	Revenu agricole	2006 et 2007
26	Commerce de détail : bilan des provinces pour 2007	2007
26	Recettes monétaires agricoles	2006, 2007 et premier trimestre de 2008
27	Enquête sur la participation et les limitations d'activités	2006
27	Assurance-emploi	Mars 2008
28	Compte des voyages internationaux	Premier trimestre de 2008
28	Caractéristiques des voyageurs internationaux	Quatrième trimestre de 2007
29	Balance des paiements internationaux	Premier trimestre de 2008
29	La vente en gros au Canada : bilan de 2007	2007
29	Emploi, rémunération et heures de travail	Mars 2008
30	Comptes économiques et financiers nationaux	Premier trimestre de 2008
30	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Avril 2008
30	Produit intérieur brut par industrie	Mars 2008